

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Missions de diagnostics techniques dans les immeubles - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Afin de poursuivre la rationalisation de leurs achats et de bénéficier d'économies d'échelle et en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour les achats de prestations de missions de diagnostics techniques dans les immeubles de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, avant une vente, après une acquisition, avant le lancement d'opérations relatives à la construction et au maintien du patrimoine communal et métropolitain. La Ville de Montpellier est désignée coordinatrice du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes « *missions de diagnostics techniques dans les immeubles de la Ville et de la Métropole* » entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à

cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de groupement de commandes marché diag_VD.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270508-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



**Convention de groupement de commandes pour des prestations de
« missions de diagnostics techniques dans les immeubles de la Ville et de
la Métropole de Montpellier » entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole**

Entre

La Ville de Montpellier, représenté par Madame Agnès SAURAT, Adjointe Déléguée à la Gestion Active au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique, agissant en vertu de l'arrêté n° VAR2020-1016 du 19 octobre 2022,

Et

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Jean-François AUDRIN Vice-Président, délégué à l'Administration Générale, la Commande Publique, la Gestion active et optimisée du Patrimoine, agissant en vertu de l'arrêté n° MAR2020-0381 du 29 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Preamble

Dans un objectif de coordination et de groupements des achats, pour aboutir à des économies d'échelle et rationaliser la dépense publique, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais de la présente convention constitutive de groupement de commandes. Pour les deux parties, cette procédure se traduit par la mise en place d'un groupement de commandes pour des prestations de « missions de diagnostics techniques dans les immeubles de la Ville et de la Métropole de Montpellier » avant une vente, après une acquisition, avant le lancement d'opérations relatives à la construction et au maintien du patrimoine communal et métropolitain.

Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

La convention a pour objet une consultation concernant la réalisation de prestations de diagnostics en référence à la réglementation dans les domaines de la sécurité incendie, de l'accessibilité, de la qualité de l'air intérieur, de la solidité des ouvrages, de diagnostics obligatoires avant-vente de locaux ou d'immeubles, de diagnostics réglementaires avant travaux ou avant démolition, et d'élaboration ou de mise à jour de dossiers techniques amiante.

Périmètre d'intervention : Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Typologie de projet : vente de locaux ou d'immeubles, réhabilitation, rénovation, portant sur une partie ou la totalité d'un bâtiment, extension de bâtiments existants, bâtiments neufs ou bâtiments venant d'être acquis.

Article 2 – Définition des besoins

En amont de la procédure de passation les membres s'engagent à communiquer au coordonnateur l'évaluation de leurs besoins. Chaque membre du groupement conserve la faculté de ne pas participer à la procédure de passation d'un marché ou accord-cadre sur simple courrier signé de son représentant avant l'envoi de l'avis de publicité, dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Article 3 – Rôle du coordonnateur et obligations des membres du groupement

La Ville de Montpellier est désignée en qualité de coordonnateur du groupement.

L'étendue du groupement issu de la présente convention est celle prévue aux articles L.2123-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique : le coordonnateur assurera toute la procédure de passation au nom et pour le compte des membres du groupement, chaque membre se chargeant, pour ce qui le concerne, de son exécution.

Il incombe au coordonnateur de procéder à l'ensemble de la procédure de passation du ou des cocontractants, de signer, notifier les contrats pour le compte des membres du groupement.

En conséquence, relève notamment du coordonnateur les missions suivantes :

- Recensement et définition des besoins en associant les autres membres du groupement,
- Choix de la procédure,
- Préparer la procédure de passation et élaborer les documents de la consultation et les documents contractuels (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc...),
- Procéder aux formalités de publicité et de procédure (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, mise à disposition ou envoi aux entreprises des documents de la consultation, réception et analyse des candidatures et des offres, demande de compléments, négociations le cas échéant, envoi des lettres de « plaisir » et de « regret », élaboration du rapport de présentation, transmission à la préfecture, demande des attestations fiscales et sociales au candidat retenu...),
- Organiser, convoquer et gérer la Commission d'Appel d'Offres le cas échéant,
- Attribuer les contrats,
- Gérer le contentieux relatif à la passation.

Après l'attribution de chaque contrat :

- Signer les accords-cadres,
- Transmettre les accords-cadres au contrôle de légalité,
- Notifier les contrats au nom des membres du groupement.

Il incombe ensuite à chacun des membres, d'assurer la gestion administrative et technique pour toutes les prestations relevant de leurs compétences. Cela recouvre notamment les prestations suivantes :

- Communiquer au coordonnateur l'évaluation de leurs besoins ;
- Exécuter financièrement le contrat en procédant à la passation des commandes et établissement des engagements, à la gestion des livraisons et du suivi technique, au règlement des factures et autres dépenses à hauteur de leurs propres besoins ;
- Gérer tout litige ou contentieux relatif à l'exécution avec le titulaire du contrat pour leurs propres besoins ;
- Signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution du contrat et lui communiquer toutes informations ou pièces relatives aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution;
- Rester maître de la bonne exécution de l'accord-cadre correspondant à leurs propres besoins indépendamment des autres membres ;

Article 4 – Procédure de passation des contrats publics

La procédure de passation des contrats publics et ses allotissements seront déterminés par le coordonnateur du groupement.

Le coordonnateur tient informé les membres du groupement du déroulement de la procédure.

Article 5 – Modalités financières

L'exécution financière ne pouvant relever des missions du coordonnateur, les membres du groupement procèderont, chacun en ce qui les concerne et à hauteur de leurs besoins propres, à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des sommes dues au titulaire du marché.

Article 6 – Commission d'appel d'offres du groupement

Dans les conditions définies par l'article L1414-3 du code général des collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres compétente, si cela est requis, est celle du coordonnateur.

Article 7 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du contrat, périodes de reconductions comprises.

Article 8 – Frais financiers

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération ou indemnisation.

Les frais de publicité, de procédure et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incombent au coordonnateur.

Article 9 – Adhésion au groupement de commandes

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération du conseil municipal pour la Ville et par décision du Président pour Montpellier Méditerranée Métropole. Une copie de l'acte est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Toute nouvelle adhésion ne pourra concerner que des consultations postérieures à l'adhésion.

Article 10 – Retrait du groupement de commandes

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement.

Ce retrait ne saurait concerner des consultations lancées ou des marchés ou accords-cadres conclus.

Il n'aura d'effet que pour les consultations futures lancées au nom du groupement.

Le retrait de l'un des membres du groupement rend cette convention caduque.

Article 11 – Modifications

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commandes prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Article 12 – Résiliation de la présente convention

Le présent groupement pourra être résiliée par délibérations ou décision concordantes de l'ensemble de ses membres.

Cette résiliation sera sans effet sur les marchés notifiés au nom du groupement dont l'exécution perdurera conformément à leurs dispositions particulières.

En cas de résiliation, le coordonnateur effectuera le solde comptable et financier de chaque membre chacun se chargeant, jusqu'à la fin du marché, de son exécution pour la partie le concernant.

Article 13 – Capacité à agir en justice

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres du groupement sur l'évolution de la procédure.

En cas de condamnation par une décision devenue définitive au versement de dommages et intérêts, les membres du groupement conviennent de se réunir afin de déterminer ensemble les modalités de répartition des sommes dues.

Article 14 – Litiges

Dans le cas d'une réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'évènements non prévus, chacune des parties accepte que tout litige soit réglé par voie amiable. Au cas où accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier, L'Adjointe Déléguée A la Gestion Active au Patrimoine Municipal Et à la Sobriété énergétique, Agnès SAURAT	Pour Montpellier Méditerranée Métropole, Le Vice-Président délégué à l'Administration Générale, la Commande Publique, la Gestion Active et optimisée du Patrimoine, Jean-François AUDRIN
--	--